

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article217>

Hotel Fort Royal : La SÃ©curitÃ© an Mouvman

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 3 mai 2007

Mis Ã jour le : samedi 5 juillet 2008

UGTG.org

Kanmarad, P  p Gwadeloup,

[{JPEG}]

Depuis le 05 février 2007, 10 de nos camarades Agents de Sécurité, affiliés au Secteur Sécurité UGTG, affectés    l  Euro  H  tel Fort Royal    Deshaies, sont en grève pour dénoncer le non respect de leur droit et une machination, dans le but de licencier les agents, orchestrée par la Région Guadeloupe et une entreprise suédoise, venue reprendre l  Euro  activit   de l  Euro  H  tel.

En effet, les 10 agents de sécurité, affectés sur le site de Fort Royal depuis 2 ans, sont sur le point d  Euro    tre licenciés pour motif économique.

Mi s   gran   v  nman la

[-] **Mars 2005**, la Région Guadeloupe donne le march   de la sécurité de Fort Royal    la Société SGPP avec 14 agents de sécurité, affectés    l  Euro  H  tel de Région dans l  Euro  ann  e précédente sous l  Euro  ancienne présidence.

[-] **Avril 2006**, Mr LUREL Président du Conseil Régional, signe un bail avec le groupe LANGLEY pour la reprise d  Euro  activit  s du Site Fort Royal.

[-] **Août 2006**, le groupe LANGLEY commence les travaux de rénovation de l  Euro  H  tel.

[-] **4 janvier 2007**, la Région Guadeloupe notifie    la direction de la SGPP la résiliation du march   de gardiennage du site de Fort Royal,    compter du 05 février 2007.

[-] **30 Janvier 2007**, l  Euro  UGTG sollicite une rencontre au Groupe LANGLEY pour discuter de la situation des agents, conformément    l  Euro  Article L.122.12 du Code du Travail.

[-] **30 Janvier 2007**, démarche par écrit de l  Euro  UGTG    Mr Victorin LUREL afin de demander l  Euro  intervention de la Région sur la situation des agents licenciés.

[-] **06 Février 2007**, sans aucune solution de la Région et de l  Euro  employeur, la Société SGPP, les salariés licenciés entament une grève.

[-] **13 Février 2007**, une rencontre a lieu avec Mme le Maire de Deshaies, sur la situation des agents . celle-ci prendre la décision de joindre les parties et de nous répondre au plus tard sous quinzaine.

[-] **23 Février 2007**, une nouvelle rencontre avec Mr LANGLEY Pontus, propriétaire du Groupe LANGLEY TRAVEL, qui s  Euro  engage une nouvelle fois    répondre aux revendications des agents sous huitaine par écrit, au plus tard.

[-] **27 Février 2007**, le Président du Conseil Régional, en réponse aux courriers envoyés par l  Euro  UGTG, répond que la société suédoise n  Euro  entend pas recourir    une entreprise de

sÃ©curitÃ© et que ce sont les salariÃ©s quâ€™il a embauchÃ©s (carreleur, maÃ§on, peintre), suÃ©dois, qui assureront la sÃ©curitÃ© du site avec les entreprises en bÃ¢timent prÃ©sentes sur le site. Il a prÃ©cisÃ© dans son courrier que la sociÃ©tÃ© SGPP doit reclasser les agents sur les autres sites de la RÃ©gion dont elle assure la surveillance pour le compte de la RÃ©gion (lycÃ©e, etcâ€™Euros!).

[-] **12 Mars 2007**, les 10 agents sont officiellement licenciÃ©s pour motif Ã©conomique.

[-] **19 Mars 2007**, lâ€™UGTG interpelle par courrier lâ€™ensemble des acteurs de la mise Ã la rue des 10 pÃ©res de famille (RÃ©gion, Maire de Deshaies, SGPP, LANGLEY).

[-] **22 Mars 2007**, courrier du Groupe LANGLEY TRAVEL stipulant que le Groupe LANGLEY ne compte donner le marchÃ© de la sÃ©curitÃ© du site Ã aucune sociÃ©tÃ© guadeloupÃ©enne, et prÃ©voit mÃªme dâ€™assurer la sÃ©curitÃ© de lâ€™hÃ´tel par du personnel suÃ©dois.

Lâ€™UGTG renouvelle sa demande de rencontre au Groupe LANGLEY.

[-] **Au 30 Mars 2007**, 2 mois aprÃ©s, le Maire de Deshaies nâ€™a toujours pas rencontrÃ© les parties.

[-] **25 Avril 2007**, enfin la rencontre sur le site de Fort Royal avec Mr Pontus LANGLEY, du Groupe LANGLEY TRAVEL, qui sâ€™engage Ã nous rÃ©pondre par courrier afin de clarifier la situation.

[-] **26 Avril 2007**, courrier de lâ€™UGTG concernant le courrier de la RÃ©gion en date du 27 fÃ©vrier, qui demandait Ã ladite SociÃ©tÃ© SGPP de reclasser les agents licenciÃ©s sur dâ€™autres sites dont elle assure la surveillance pour le compte de la RÃ©gion.

[-] **04 Mai 2007**, courrier de Mr Pontus LANGLEY stipulant que dans lâ€™hypothÃ©se ou LANGLEY Guadeloupe ferait appel Ã une sociÃ©tÃ© de sÃ©curitÃ© pour le gardiennage de Fort Royal, il inviterait celle-ci Ã prendre en compte la candidature des agent sur le site.

Mi jÃ© bÃ©sÃ© asÃ© mÃ©syÃ© la

Mr LUREL dÃ©charge totalement la RÃ©gion Guadeloupe de toute responsabilitÃ© en disant trÃ¢s clairement aux mÃ©dias, suite Ã une intervention de lâ€™UGTG Ã la RÃ©gion Guadeloupe pour demander une rencontre, au mois de fÃ©vrier, que câ€™est le Groupe LANGLEY qui est seul maÃ®tre Ã Fort Royal et quâ€™il fera ce quâ€™il veut.

De lâ€™autre cÃ´tÃ©, Mr LANGLEY renvoie la responsabilitÃ© Ã la RÃ©gion Guadeloupe en disant quâ€™il a signÃ© une Convention avec la RÃ©gion sur la terre et les bÃ¢timents. Que câ€™est la RÃ©gion Guadeloupe qui est seule responsable des agents de sÃ©curitÃ© et quâ€™elle devra tout faire pour clarifier la situation des salariÃ©s.

Ki sityasyon jÃ©dla ?

AprÃ©s 3 mois de grÃ¢ve sur le site de Fort Royal, aucune Ã©volution. subitement, il nâ€™y a plus de

responsable, plus de politique, plus personne ne fait de lâEuros"emploi sa prioritÃ©.

DÃ©pi le 13 Mars 2007, an plis dÃ© 60.000 chomÃ©, ni 10 ankÃ©, 10 fanmi an misÃ©.

KA nou kay fÃ©

Nous, agents de sÃ©curitÃ©, affiliÃ©s Ã© lâEuros"UGTG, nâEuros"accepterons jamais le licenciement de nos camarades Ã© cause dâEuros"un peit jÃ© bÃ©sÃ© de Lurel , Langley et la SociÃ©tÃ© SGPP.

[-] Appelons tous nos adhÃ©rents de la SÃ©curitÃ© Ã© se prÃ©parer pour une vaste mobilisation Ã© venir

[-] DÃ©nonÃ§ons jÃ© bÃ©sÃ© et lâEuros"irresponsabilitÃ© de la RÃ©gion Guadeloupe sur ce dossier qui aurait dÃ© » Ã©tre rÃ©glÃ© dÃ©s la signature de la Convention avec le Groupe Langley, au mois dâEuros"avril 2006.

[-] Condamnons la position du groupe capitaliste langley qui est venu que pour se remplir les poches, aux dÃ©pends des GuadeloupÃ©ens, de PÃ©yi Gwadeloup, dÃ©montre clairement par son comportement quâEuros"il ne se soucie nullement de la situation sociale du peuple qui les accueillent.

[-] Demandons avec force la rÃ©intÃ©gration des 10 salariÃ©s licenciÃ©s Ã© Fort Royal.

Pou rÃ©spÃ©, dignitÃ© Ã© dwa a ajan sÃ©kiritÃ©

Pou respÃ©, dignitÃ© a GwadeloupÃ©yen

Ansanm nou ka litÃ©âEuros!

Ansanm nou kÃ© gannyÃ© !

Secteur SÃ©curitÃ©

P-Ã© -P, le 03/05/07